

# Sauver le Darfour

## Analogies séduisantes et limites de la coercition employant la puissance aérienne au Soudan

LIEUTENANT COLONEL TIMOTHY CULLEN, USAF

Quelle que soit la façon dont on la mesure, la crise humanitaire du Darfour est une tragédie. En 2003, une rébellion inattendue dans les états isolés du Darfour conduisit le gouvernement soudanais de Khartoum à déclencher une brutale campagne de contre-insurrection, détruisant des milliers de villages et entraînant la mort de centaines de milliers d'habitants du Darfour, parmi lesquels beaucoup de femmes et d'enfants.<sup>1</sup> Dans une région de plus de 6 millions d'habitants, presque 2,7 millions de ceux-ci restent des « personnes déplacées dans leur propre pays » alors qu'un autre quart de million vivote dans des camps de réfugiés de l'autre côté de la frontière du Tchad.<sup>2</sup> Des milliers d'humanitaires bravent les détournements, les enlèvements et les attaques de la part d'agresseurs armés pour soigner et nourrir les victimes du conflit.<sup>3</sup>

Bien que le niveau de violence ait considérablement baissé depuis 2004, les attaques menées contre les villages du Darfour par la milice *djandjawahid* et les forces gouvernementales continuent. Les campagnes menées dans la région ont été particulièrement brutales, marquées par l'utilisation par le gouvernement d'hélicoptères de combat et d'avions de transport Antonov pour terroriser les civils avec des

balles et des bombes consistant en fûts remplis d'explosifs et de fragments de métal.<sup>4</sup> Les atrocités et les tactiques employées par le gouvernement du Soudan ont fait l'objet d'une attention considérable de la part des médias, des organisations humanitaires ainsi que d'une pléthore de célébrités hollywoodiennes et, cependant, la communauté internationale reste focalisée sur la diplomatie plutôt que sur des actions décisives.<sup>5</sup> Nombreux sont les notables d'el-Fachir, la capitale du Darfour Nord, qui ont serré la main de plus d'une dizaine de chefs d'état et pourtant les Nations Unies (ONU) ont du mal à fournir la moitié des 26 000 soldats de la paix dont l'affectation dans la région assiégée a été approuvée.<sup>6</sup>

Les sanctions unilatérales et la diplomatie interactive étaient les principales méthodes utilisées par le gouvernement Bush pour s'opposer au président soudanais Omar Hassan el-Béchi mais il se pourrait que l'engagement de l'Amérique escalade avec le président Barack Obama. Comme l'avait fait le président George W. Bush avant lui, le président Obama a qualifié les actions du gouvernement soudanais au Darfour de « génocide » mais il ajouta que les États-Unis devraient établir une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de la région.<sup>7</sup> Des membres de l'ancien gouvernement

---

Le lieutenant colonel Timothy "Astro" Cullen est un doctorant dans la division des systèmes d'organisation du Massachusetts Institute of Technology – MIT. Le colonel Cullen exécuta aux commandes d'un F-16 84 missions de combat en soutien des opérations *Deliberate Force*, *Deliberate Guard*, *Allied Force*, *Northern Watch* et *Southern Watch*. Il fut également déployé deux fois en Afghanistan à l'occasion de l'opération *Enduring Freedom* comme directeur adjoint des opérations du 682<sup>e</sup> escadron d'opérations d'appui aérien et coordonna l'appui-feu destiné au groupement tactique *Dagger* lors de l'opération *Anaconda*. Sa dernière affectation en tant que pilote de F-16 fut comme instructeur de vol pour l'armée de l'Air égyptienne et commandant du vecteur de paix IV à la base aérienne de Gianaclis, en Egypte.



**Figure 1. Le Soudan.** (Réimpression à partir de <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/sudan.pdf>.)

Clinton et des conseillers en politique étrangère de la campagne Obama ont également comparé l'intransigeance d'el-Béchar aux actions de l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic. En 2006 Susan Rice (l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU) soutint que le refus d'el-Béchar d'accepter des soldats de la paix de l'ONU demandait la destruction de l'armée de l'Air soudanaise et compara la campagne aérienne suggérée à la victoire remportée en 1999 au Kosovo.<sup>8</sup> Une coalition de pays de l'OTAN établit effectivement des zones d'exclusion aérienne et exécutèrent des frappes aériennes en soutien des opérations humanitaires menées en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo mais ces conflits représentent-ils des analogies utiles pour la situation actuelle au Darfour ? En quoi les campagnes aériennes menées dans les anciennes républiques yougoslaves devraient-elles guider la stratégie du nouveau gouvernement américain au Darfour ? Les guerres, les plus récentes en particulier, ont traditionnellement dominé la pensée des dirigeants politiques.<sup>9</sup> La présente analyse a pour objet d'examiner les plus récentes interventions humanitaires de l'Amérique, dans lesquelles des zones d'exclusion aérienne facilitèrent les opérations de maintien de la paix, afin d'explorer la façon dont elles pourraient aider à formuler les lignes de conduite, les principes de succès et les options politiques potentiellement applicables au Darfour.

Après une brève introduction à l'historique de la crise du Darfour et au rôle des analogies, de la puissance aérienne et de la coercition dans les interventions humanitaires, cet article compare les hypothèses applicables, ressemblances et différences entre le conflit actuel et trois opérations humanitaires d'une similarité attrayante menées dans les années 90 : l'opération *Provide Comfort* dans le nord de l'Irak, l'opération *Deny Flight* en Bosnie-Herzégovine et l'opération *Allied Force* au Kosovo. Rappelant les atrocités déclenchées par Saddam Hussein et Slobodan Milosevic, les actions d'el-Béchar en 2003 et 2004 sont véritablement horribles. Toutefois, en l'absence d'un changement majeur de la nature du conflit soudanais et du paysage géopolitique

global, une zone d'exclusion et des frappes aériennes ont peu de chance de produire la justice ou la réponse souhaitées par le gouvernement Obama. Au contraire, des actions militaires dans les conditions actuelles risquent d'accroître considérablement la gravité de la catastrophe humanitaire dans la région et d'impliquer les États-Unis dans un conflit dont ils s'apercevront qu'il est difficile de sortir.

## La crise du Darfour

La crise politique, sécuritaire et humanitaire massive du Darfour est le produit complexe des activités de factions armées ayant participé aux guerres civiles tchadiennes, à celle entre les musulmans arabes du nord du Soudan et les chrétiens africains du sud ainsi qu'à des conflits locaux relatifs à la diminution des ressources causée par la surpopulation et la désertification. La situation devint explosive en avril 2003, lorsque des mouvements rebelles islamiques s'allièrent à des tribus africaines pour mener des attaques coordonnées contre une base aérienne et d'autres avant-postes militaires au Darfour. Les rebelles firent exploser des avions de transport et des hélicoptères gouvernementaux, capturèrent le commandant de la base et exécutèrent 200 prisonniers militaires soudanais en dépit de leur reddition.<sup>10</sup> Le moment choisi pour les attaques fut délibéré et coûteux pour le gouvernement soudanais en grande majorité arabe, qui était en cours de négociation d'un accord de partage du pouvoir avec le mouvement de libération du Soudan Sud après deux décennies de guerre civile. Le mouvement africain du Darfour espérait obtenir une part équitable de la richesse nationale et la sécurité après des décennies de sécheresse cyclique, des années de négligence de la part du gouvernement central et de saisies par la violence de terre arable par d'anciens rebelles tchadiens et des gardiens de troupeaux arabes.<sup>11</sup> Le gouvernement n'avait pas prévu la menace posée par ses pauvres compatriotes de l'ouest et réagit rapidement par une répression brutale du soulèvement. Le régime d'el-Béchar ne pouvait

compter sur l'armée soudanaise pour écraser l'insurrection parce que la plupart des recrues et des sous-officiers de celle-ci étaient originaires du Darfour.<sup>12</sup> Le gouvernement passa donc un marché avec des bandes armées et des tribus arabes de la région. Les tribus gardiennes de troupeaux de chameaux pourraient poursuivre leurs ambitions territoriales au Darfour en échange d'une répression de la rébellion.<sup>13</sup> Il s'ensuivit une campagne de nettoyage ethnique ou « contre-insurrection au rabais ».<sup>14</sup> En 2003 et 2004, les milices *djandjawhid* encerclèrent et brûlèrent systématiquement les villages rebelles après leur bombardement et le mitraillage de leurs habitants par des avions soudanais. Pendant les opérations de dépeuplement des villages, il arrivait souvent que les miliciens violent les jeunes filles et les femmes, massacrent le bétail et jettent de jeunes enfants dans des habitations en flammes.<sup>15</sup>

Les organisations non gouvernementales (ONG) et la communauté internationale réagissent avec horreur aux atrocités mais il fut difficile de coordonner une réaction à l'éruption de violence. Nombreux étaient ceux qui craignaient que le conflit puisse faire dérailler les négociations de paix relatives à la guerre civile qui faisait rage dans le sud et s'était soldée par la mort de plus de deux millions de personnes au cours des deux décennies précédentes.<sup>16</sup> Les États-Unis et les pays de l'OTAN ne pouvaient engager des troupes en quantités suffisantes ni accepter les pertes et les dépenses qu'exigerait une opération terrestre au Darfour à cause des guerres en cours en Irak et en Afghanistan. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale poursuivit diverses initiatives diplomatiques visant le régime d'el-Béchar entre 2004 et 2007.<sup>17</sup> Parmi les principaux efforts, on peut citer l'amélioration de l'accès offert aux organisations humanitaires, l'orchestration de l'Accord de paix global de 2005 entre le nord et le sud du Soudan, la négociation de l'Accord de paix pour le Darfour de 2006 entre le gouvernement et les factions rebelles, les tentatives de poursuites pour crimes de guerre contre les dirigeants auprès de la Cour pénale internationale (CPI) et le déploiement de forces de maintien de la paix dotées d'un matériel

insuffisant et pas assez nombreuses par l'Union Africaine (UA) et les Nations Unies.<sup>18</sup> Il était difficile de mettre en œuvre une stratégie claire et cohérente au Darfour à cause de la seule taille de la région, de l'ampleur du conflit et de la multiplicité des acteurs et des objectifs.

## Similarités entre la crise du Darfour et les principales analogies

Le conflit du Darfour est un problème avec lequel les spécialistes de la région, les responsables politiques et les organisations humanitaires ont lutté pendant des années. Il est difficile de comprendre et de décrire le contexte sous-jacent de la crise. Gérard Prunier, un auteur prolifique, historien et spécialiste de l'Afrique de l'Est, avertit les lecteurs de son ouvrage sur le Darfour que « rien n'a de sens. »<sup>19</sup> Lorsque le président Obama commence à transférer son attention des affaires intérieures aux problèmes internationaux, son gouvernement essaiera de comprendre la situation régnant au Darfour. Les déclarations publiques de ses conseillers en politique étrangère suggèrent que son gouvernement se servira d'analogies historiques pour faciliter l'analyse du conflit et recommander une action vigoureuse.<sup>20</sup>

L'utilisation d'analogies historiques souffre malheureusement de préjugés identifiables et systématiques.<sup>21</sup> Dans de nombreux cas, les responsables politiques n'analysent pas les hypothèses clés qui sont derrière les analogies historiques et sont prédisposés à « plonger dans l'action » et à recommander des politiques erronées que les gouvernements auraient pu éviter s'ils les avaient examinées de plus près.<sup>22</sup> Les opérations *Provide Comfort*, *Deny Flight*, et *Allied Force* constituent des analogies irrésistibles et dangereuses pour la crise du Darfour parce que les conflits concernés présentent de nombreuses similarités, dont certaines sont propres aux interventions humanitaires. Les campagnes menées dans le nord de l'Irak, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo avaient pour objectif de redresser des injustices communes à de

nombreux conflits intra-étatiques des années 90 : la rébellion de populations marginalisées auxquelles était refusée leur part du pouvoir politique et des richesses de l'état. Ces conflits faisaient également intervenir des gouvernements incompetents qui utilisaient les discordes raciales ou ethniques pour diviser et réprimer la rébellion, avec intervention des États-Unis et de leurs alliés employant la puissance aérienne et la force armée pour faire face aux oppresseurs.<sup>23</sup> En 1997, le gouvernement Clinton qualifia ce type d'intervention humanitaire d'« opérations de circonstance complexes » et distingua spécifiquement les campagnes menées en Bosnie et dans le nord de l'Irak d'autres actions militaires de faible intensité telles que les sauvetages d'otages, les missions de contre-terrorisme ou les interventions en réponse à des catastrophes naturelles.<sup>24</sup>

#### *Difficultés courantes en matière de coercition*

La coercition représentait un élément majeur de ces « opérations de circonstance complexes » mais les caractéristiques des interventions humanitaires rendaient la coercition difficile.<sup>25</sup> La coercition est la menace d'un emploi de la force ou sa mise à exécution pour « inciter un adversaire à modifier son comportement »<sup>26</sup>. La coercition était nécessaire dans le nord de l'Irak et les Balkans pour dissuader les belligérants de perturber les activités des organisations d'aide et pour obliger les gouvernements oppresseurs à éliminer les causes profondes du conflit. Pour réussir, l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au Darfour devrait surmonter trois difficultés courantes présentées par l'exécution d'une stratégie de coercition lors d'opérations humanitaires : intérêt stratégique limité, objectifs contradictoires des membres de la coalition et acteurs non étatiques.

**Intérêt stratégique limité.** L'une des principales difficultés que présenterait une intervention militaire au Darfour est que les États-Unis ont un intérêt stratégique limité, voire inexistant, dans la région, ce qui pourrait conduire l'opinion publique intérieure à hésiter de soutenir une éventuelle campagne militaire.

Le Soudan ne constitue plus une menace terroriste. Il est vrai qu'à une certaine époque son gouvernement accueillit Oussama ben Laden dans le pays mais, depuis les attaques du 11 septembre, le régime a coopéré avec les services de renseignement concernés et soutenu les efforts américains en matière de contre-terrorisme.<sup>27</sup> Les intérêts américains au Darfour sont principalement d'ordre humanitaire et une intervention au Soudan doit surmonter le stigmate qui s'attache à l'expérience que vécut l'Amérique à l'occasion d'une autre opération humanitaire, en Somalie. Cette intervention se solda par la mort de 18 membres des forces armées, obligea le gouvernement à évacuer les forces américaines du pays dans les six mois et affecta les calculs du gouvernement lors de ses interventions ultérieures dans les Balkans.<sup>28</sup> Il sera difficile d'obtenir un large soutien de l'opinion publique pour une intervention au Darfour à cause du manque d'intérêt stratégique de la région et du coût politique potentiellement élevé des opérations militaires en Afrique.

**Objectifs contradictoires des membres de la coalition.** Si les États-Unis doivent intervenir militairement au Darfour, ils le feront très vraisemblablement en tant que membre d'une coalition pour fournir la légitimité, les forces terrestres et les donateurs nécessaires à l'action militaire et à l'assistance humanitaire. Alors que les participants aux opérations menées dans le nord de l'Irak et les Balkans appartenaient principalement à l'OTAN, les forces de maintien de la paix engagées par l'ONU au Darfour se composent de soldats fournis par des États membres de l'Union africaine et d'éléments du génie de combat chinois.<sup>29</sup> A cause du surengagement des forces armées américaines en Irak et en Afghanistan, il est encore plus impératif d'obtenir un soutien international général pour un élargissement des opérations au Darfour. Les États-Unis devront gérer les intérêts et objectifs contradictoires des pays donateurs potentiels si la campagne doit être aussi efficace que l'opération *Provide Comfort* et les campagnes menées par l'OTAN dans les Balkans.

**Acteurs non étatiques.** La nature des belligérants constitua également un facteur majeur dans les conflits des Balkans et est particulièrement importante au Darfour. Beaucoup d'auteurs de crimes dans les conflits intrastatiques sont des acteurs non étatiques ayant des relations informelles avec des gouvernements qui peuvent sanctionner leurs tactiques ou ne pas le faire. Par suite de la désintégration de l'armée yougoslave, le régime de Milosevic et ses dirigeants politiques recrutèrent des membres de gangs, des vandales et des délinquants pour aider les forces gouvernementales à effectuer un nettoyage ethnique des communautés balkaniques.<sup>30</sup> Au Darfour, les milices *djandjaws* jouent un rôle similaire. Le mot *djandjaws* apparut dans les années 60 comme terme péjoratif utilisé pour décrire des vagabonds pauvres appartenant à des tribus arabes.<sup>31</sup> Il décrit aujourd'hui une organisation improvisée de plus de six groupes armés différents qui reçoivent le soutien du service de renseignement militaire du Soudan. L'accord a du mal à se faire sur la constitution exacte des *djandjaws* et l'organisation est difficile à localiser et identifier, en particulier depuis l'air, dans une zone de la taille de la France. Les limites affectant l'emploi de la force lors des opérations humanitaires, combinées aux liens informels entre le gouvernement central et les auteurs de crimes, rendent la coercition difficile, même lorsqu'il est facile de localiser les coupables.

#### *Mécanismes courants de coercition*

L'emploi d'une stratégie efficace dans les opérations humanitaires exige des mécanismes ou procédés de coercition grâce auxquels les menaces conduisent à des concessions de l'adversaire.<sup>32</sup> Parmi les mécanismes courants figurent l'érosion de la base politique du gouvernement visé, la création d'une agitation au sein de la population, l'élimination des dirigeants du régime, l'affaiblissement général du pays et le refus de permettre aux adversaires d'accomplir leurs objectifs (interdiction). Les difficultés que présentent les opérations humanitaires éliminent toutefois un grand nombre de ces options. Les campagnes

menées dans les Balkans et le nord de l'Irak en utilisèrent deux avec succès : interdiction et érosion de la base politique. Ces deux mécanismes pourraient jouer un rôle important dans l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au Soudan.

**Interdiction.** L'interdiction est l'invalidation de la stratégie d'un adversaire par réduction de sa capacité à accomplir ses objectifs. Certaines stratégies d'interdiction « contre-carrent la stratégie militaire employée par l'ennemi pour s'emparer d'un territoire et le défendre, l'obligeant à faire des concessions pour éviter la consommation futile d'autres ressources. »<sup>33</sup> Ce fut le cas lors de l'opération *Deny Flight*, qui visait à empêcher les Serbes bosniaques de terroriser et de conquérir des villages bosniaques musulmans et croates pendant la guerre de Bosnie. Après que les musulmans et les Croates de Bosnie eurent voté de faire sécession de la Fédération yougoslave en 1992, des irréguliers serbes bosniaques attaquèrent des villages bosniaques musulmans et croates avec l'appui aérien de l'armée de l'Air yougoslave.<sup>34</sup> Les Serbes bosniaques espéraient forcer les civils musulmans et croates à évacuer le territoire contrôlé par les Serbes et établir une République serbe de Bosnie. L'opération *Deny Flight* établit une zone d'exclusion aérienne au-dessus du champ de bataille pour empêcher les Serbes bosniaques d'utiliser leurs chasseurs d'attaque au sol et hélicoptères de combat en soutien de leur campagne de nettoyage ethnique. Le Soudan dispose lui aussi de chasseurs, de bombardiers et d'hélicoptères de combat et, pas plus tard qu'en mai 2008, le gouvernement soudanais utilisa un bombardier moyen Antonov pour attaquer un village du Darfour Nord.<sup>35</sup> Une zone d'exclusion aérienne imposée vigoureusement au-dessus du Darfour pourrait empêcher de telles attaques et faire respecter une résolution adoptée en 2005 par le Conseil de sécurité de l'ONU qui interdit les « vols militaires offensifs dans et au-dessus de la région du Darfour. »<sup>36</sup>

**Erosion de la base politique.** L'autre mécanisme utilisé couramment par les États-Unis et leurs alliés dans le nord de l'Irak et les Balkans est l'érosion de la base politique. Ce

mécanisme essaye de saper le contrôle exercé par les dirigeants d'un régime en s'attaquant aux élites politiques et aux clans qui les soutiennent.<sup>37</sup> Pendant l'opération *Provide Comfort*, Saddam Hussein était extrêmement sensible aux frappes aériennes visant des objectifs précieux à Bagdad et la coalition maintint un escadron d'avions d'attaque à long rayon d'action en Turquie pour exercer une menace crédible sur son régime.<sup>38</sup> Lors de l'opération *Allied Force*, l'OTAN attaqua les industries liées au secteur militaire, les équipements collectifs et d'autres objectifs à Belgrade pour encourager le mécontentement des élites et saper le soutien populaire de Milosevic. Certains soutiennent que la pression croissante exercée par les élites politiques, l'oligarchie civile et les chefs militaires conduisirent Milosevic à accéder aux demandes de l'OTAN.<sup>39</sup> Les conseillers d'Obama suggèrent que des menaces comparables pourraient exercer des pressions sur les dirigeants soudanais et que la « menace crédible ou l'utilisation de la force » est le « seul langage que comprend Khartoum. »<sup>40</sup>

#### *Instruments courants de coercition*

Les États-Unis ont à leur disposition de nombreux outils de déclenchement de mécanismes de coercition et de mise en route du processus par lequel les menaces produisent des concessions de l'adversaire. Parmi ceux-ci, on peut citer les frappes aériennes, l'invasion, les représailles nucléaires, les sanctions économiques, l'isolement politique et le soutien d'une insurrection.<sup>41</sup> Le coût élevé d'un grand nombre de ces instruments les rend toutefois inadaptés aux opérations humanitaires. Les stratégies employées pour les opérations *Provide Comfort*, *Deny Flight* et *Allied Force* s'appuyaient principalement sur trois d'entre eux : puissance aérienne, sanctions économiques et isolement politique.

**Puissance aérienne.** Les zones d'exclusion aérienne et les frappes aériennes constituent des instruments militaires employés couramment lors des opérations humanitaires américaines à cause de leur souplesse et de leur coût relativement faible. Comme l'observa

Eliot Cohen, « La puissance aérienne est une forme exceptionnellement séduisante de puissance militaire, en partie parce que, comme la cour faite à une femme à l'époque moderne, elle semble offrir le plaisir sans engagement. »<sup>42</sup> Les frappes aériennes américaines, y compris dans le nord de l'Irak et les Balkans, entraînent rarement des pertes fratricides. La campagne aérienne dans le cadre de l'opération *Allied Force* dura 78 jours sans pertes sur le champ de bataille. La puissance aérienne peut également apporter une contribution aux stratégies d'interdiction et d'érosion de la base politique et à la capacité d'élever ou d'abaisser le niveau de destruction en fonction des besoins des autorités exerçant la coercition. Parce que la puissance aérienne est bon marché, souple et apparemment efficace, les frappes aériennes sont devenues pour les États-Unis une forme standard d'intimidation. Susan Rice et Anthony Lake, conseillers de l'ancien président Clinton, citent les attaques par missiles de croisière ordonnées contre Khartoum en 1998 par le gouvernement de celui-ci comme une des principales raisons pour lesquelles le régime d'el-Béchar coopère avec les États-Unis en matière de contre-terrorisme.<sup>43</sup> La puissance aérienne est un élément séduisant de nombreuses analogies mentionnées pour la crise du Darfour parce qu'elle est perçue comme efficace et facile à mettre en œuvre.

**Sanctions économiques et isolement politique.** Les forces aériennes de la coalition dans le nord de l'Irak et les Balkans n'opéraient pas isolément des autres instruments de coercition. Les sanctions et les mesures diplomatiques renforcèrent les menaces aériennes en imposant des coûts aux régimes de Saddam et de Milosevic, et en leur refusant tout avantage. Un embargo économique total de l'Irak et une coalition internationale au sein de laquelle figuraient des pays arabes isolèrent complètement Saddam pendant l'opération *Provide Comfort*.<sup>44</sup> L'ONU approuva une série de sanctions économiques contre la Bosnie et la Serbie pendant les conflits des Balkans, et la Cour pénale internationale pour l'ancienne Yougoslavie inculpa des Serbes bosniaques aux échelons les plus élevés et Milosevic pendant

les campagnes aériennes menées respectivement en Bosnie et au Kosovo.<sup>45</sup> Si elle est mise en œuvre au Darfour, la puissance aérienne opérera également au Soudan dans le contexte de sanctions économiques et d'inculpations par la Cour pénale internationale. En 1993, les États-Unis désignèrent le Soudan comme état parrain du terrorisme, ce qui le soumet à des restrictions d'assistance aux pays étrangers. Les résolutions 1556 et 1591 du Conseil de sécurité de l'ONU prohibent le transfert d'armes au gouvernement du Soudan au Darfour, ainsi qu'aux rebelles opérant dans la région.<sup>46</sup> La résolution 1672 impose des sanctions visant quatre individus : deux chefs rebelles et deux représentants du gouvernement soudanais.<sup>47</sup> En 2007, le président Bush élargit les sanctions imposées en 1997 par le gouvernement Clinton. Les deux régimes appliquaient des restrictions unilatérales aux importations et exportations, limitaient les transactions financières à destination et en provenance du Soudan et gelaient les avoirs du gouvernement soudanais. En outre, la CPI inculpa de génocide plusieurs participants subalternes des deux camps au conflit et lança récemment contre el-Béchar un mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.<sup>48</sup> Toute action militaire dans le cadre de la crise du Darfour devra être menée conjointement avec d'innombrables mesures économiques et diplomatiques visant à exercer des pressions sur le gouvernement du Soudan.

## Différences entre la crise du Darfour et les analogies dominantes

Les similarités superficielles entre l'opération *Provide Comfort*, les conflits des Balkans et le Darfour suggèrent de possibles solutions à la crise faisant intervenir la puissance aérienne, des perspectives de succès et les difficultés à prévoir. Toutefois, « Les responsables politiques invoquent le plus souvent des analogies mal choisies qui non seulement n'arrivent pas à éclairer la nouvelle situation mais également induisent en erreur en faisant ressortir des

parallèles superficiels et inapplicables. »<sup>49</sup> Le reste du présent article présume des parallèles inapplicables entre les conflits analogues et la crise du Darfour et examine les hypothèses clés sur lesquelles ils s'appuient. La Figure 2 résume les conclusions tirées.

### *Opération Provide Comfort*

L'opération *Provide Comfort* fut l'une des opérations humanitaires les plus réussies de l'histoire. Après la guerre d'Irak, un soulèvement kurde et la répression gouvernementale qui s'ensuivit conduisirent plus de 400 000 personnes à se réfugier dans les montagnes qui longent la frontière turco-irakienne.<sup>50</sup> En réaction, les forces de la coalition défendirent avec succès les réfugiés kurdes contre les forces irakiennes, les aidèrent à retourner dans une zone sécurisée du nord de l'Irak et transportèrent par voie aérienne d'énormes quantités d'approvisionnements humanitaires à destination de la région. Une hypothèse clé émerge de la campagne : une opération comparable pourrait aider les Darfouriens réfugiés au Tchad et « sauver des Africains ». Les circonstances entourant l'opération *Provide Comfort* étaient toutefois exceptionnelles et il sera difficile aux États-Unis de recréer deux conditions qui contribuèrent au succès du retour des réfugiés kurdes en Irak : un puissant intérêt stratégique à résoudre la crise des réfugiés et une capacité prouvée d'appliquer la force dans la région.

**Différences d'intérêts internationaux.** A la différence du Darfour, le retour des réfugiés dans leur territoire d'origine en Irak était dans l'intérêt vital des États-Unis et de leurs alliés clés. Les Kurdes représentent une importante minorité mécontente en Turquie et un influx de centaines de milliers de réfugiés kurdes menaçait de façon significative la sécurité de ce pays. La Turquie invita publiquement les alliés à intervenir dans la crise et ferma ses frontières, bloquant les réfugiés dans les montagnes au milieu de l'hiver.<sup>51</sup> Un mois plus tôt, le président George H. W. Bush avait vivement encouragé le peuple irakien à « prendre les choses en main » et à « forcer Saddam Hussein, le dictateur, à s'effacer. »<sup>52</sup> Le soutien

matériel de la rébellion qui s'ensuivit par les États-Unis fut toutefois inexistant et les forces armées irakiennes écrasèrent les guérilleros kurdes avec l'aide d'hélicoptères de combat et de chasseurs-bombardiers au mépris de la résolution 686 du Conseil de sécurité de l'ONU.<sup>53</sup> Les besoins d'un allié important en matière de sécurité et les photos des souffrances kurdes disséminées par les médias obligèrent le gouvernement américain à réagir en larguant des approvisionnements sept jours seulement après le début de la crise. En l'espace de quelques semaines, les forces de la coalition établirent une zone de sécurité dans le nord de l'Irak. En moins de sept semaines, l'opération humanitaire rapatria la totalité des Kurdes de la région frontalière turque.<sup>54</sup>

En revanche, les motivations d'une intervention au Darfour sont presque entièrement humanitaires. Les 250 000 réfugiés présents dans la région frontalière tchadienne ne menacent que la sécurité de la région elle-même et la couverture médiatique des souffrances humaines est limitée. 96 % des morts enregistrés lors de la crise du Darfour l'ont été en 2003 et 2004, et les informations sur le génocide cessèrent pratiquement après la signature par le Nord et le Soudan Sud en janvier 2005 de l'accord de paix global mettant fin à 21 ans de guerre civile.<sup>55</sup> La couverture s'accrut en 2008 avant les jeux olympiques d'été de Beijing et les élections présidentielles américaines mais la couverture la plus récente s'est concentrée sur l'inculpation imminente d'el-Béchir par la CPI.<sup>56</sup> La population des camps de réfugiés s'est stabilisée mais la sécurité associée à ceux-ci reste un problème. Depuis janvier 2008, des bandits et agresseurs ont tué 11 humanitaires, enlevé 170 fonctionnaires et détourné 225 véhicules au Darfour.<sup>57</sup> En dépit de la violence, les principales puissances n'ont pas engagé de ressources militaires pour assurer la sécurité des réfugiés et du personnel humanitaire dans la région. Le soutien médiocre apporté au million de Kurdes qui se réfugièrent en Iran plutôt qu'en Turquie est peut-être plus révélateur. L'Iran reçut juste un peu plus de la moitié du total de l'assistance internationale destinée aux réfugiés kurdes bien qu'il ait protégé

presque trois fois plus de réfugiés que la Turquie.<sup>58</sup>

**Différences de crédibilité.** L'une des principales raisons pour lesquelles l'opération *Provide Comfort* put dissuader le régime de Saddam de perturber le retour des réfugiés kurdes fut que les États-Unis et leurs alliés avaient manifesté de façon crédible l'« aptitude et la volonté » d'appliquer la force.<sup>59</sup> L'opération commença deux mois seulement après l'opération *Desert Storm*, au cours de laquelle s'était déroulée une campagne aérienne dévastatrice qui mit hors de combat les forces de Saddam. Un grand nombre des armes, soldats et procédures employés restaient en place pour menacer le régime. Des forces terrestres étaient également disponibles pour distribuer des approvisionnements, assurer la sécurité et élargir la zone sécurisée pour le retour des réfugiés kurdes. Les États-Unis insérèrent 5000 hommes dans la région et le commandant du groupe de forces multinationales, le général de corps d'armée John Shalikashvili, s'entretint personnellement avec les représentants militaires irakiens stationnés le long de la frontière du nord de l'Irak pour leur faire connaître les termes de l'intervention et l'étendue de la zone sécurisée.<sup>60</sup> Le lendemain de cette réunion, des fusiliers-marins dirigèrent du sol des frappes aériennes simulées visant les positions irakiennes et obligèrent les forces irakiennes à évacuer la zone.<sup>61</sup> En outre, des avions de l'OTAN et 2500 hommes placés en état d'alerte dans le sud-est de la Turquie agirent comme force de dissuasion lorsque des organismes de l'ONU et des ONG prirent en charge la distribution de l'aide humanitaire.<sup>62</sup> La faiblesse des forces armées irakiennes et la crédibilité de l'intégration par les États-Unis et leurs alliés des forces aériennes et terrestres contre un adversaire conventionnel jouèrent un rôle décisif dans le succès de l'opération *Provide Comfort*.

L'histoire de l'intervention militaire et de la coercition au Darfour ne donne pas d'exemple d'aptitude et de détermination à appliquer la force, en particulier contre les innombrables parties non étatiques au conflit. L'ONU approuva à deux reprises l'emploi de

forces de maintien de la paix pour résoudre la crise du Darfour. En juin 2004, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU créa la Mission de l'Union Africaine au Soudan (AMIS), une force de 7500 soldats et policiers de pays africains chargée de veiller au respect d'un accord verbal de cessez-le-feu et d'« assurer un environnement sécurisé pour le retour des personnes déplacées dans leur propre pays et des réfugiés »<sup>63</sup>. Malheureusement, le mandat, les règles d'engagement et les effectifs de la mission se révélèrent totalement inadéquats pour l'accomplissement de la tâche. Souffrant d'une insuffisance d'armements et de ressources, la mission ne pouvait même pas s'attaquer aux barrages routiers établis par les rebelles alors qu'elle s'efforçait de protéger 34 camps de réfugiés, dont certains abritaient plus de 120 000 personnes, dans une région de la taille de la France. L'ONU approuva l'envoi d'une deuxième force « mixte » de maintien de la paix composée de 20 600 soldats de l'UA et de l'ONU en août 2006 pour renforcer les effectifs de l'AMIS et élargir son mandat mais le groupe éprouva des difficultés à assurer sa protection, sans parler de celle des réfugiés.<sup>64</sup> En septembre 2007, les forces de l'UA se retrouvèrent à cours de munitions lorsque des centaines de rebelles en camions se rendirent maîtres de la base qu'elles occupaient dans l'est du Darfour, s'emparant de plusieurs tonnes d'approvisionnements et d'armes lourdes.<sup>65</sup> Si les interventions militaires doivent réussir à l'avenir au Darfour, il sera nécessaire de surmonter le pessimisme créé par des années de réticence de la part de la communauté internationale à aller au-delà d'une position de neutralité dans le maintien de la paix et la médiation au Soudan.

### *Opération Deny Flight*

Les opérations de maintien de la paix menées par l'ONU en Bosnie souffrirent elles aussi d'un manque de crédibilité mais les États-Unis et l'OTAN purent surmonter l'impotence de l'opération *Deny Flight* grâce à l'opération *Deliberate Force*. A partir de l'été 1992, l'agression serbe et le soutien apporté à une campagne de nettoyage ethnique par les Serbes bosnia-

ques conduisirent l'ONU à imposer des sanctions générales à la Serbie, à déployer des soldats de la paix de l'ONU et à charger l'OTAN de faire respecter une zone d'exclusion aérienne dans l'espace aérien bosniaque.<sup>66</sup> L'emploi de la force, toutefois, même pour défendre les soldats de la paix de l'ONU, fut « hautement circonscrit » pendant l'opération *Deny Flight* et les Serbes bosniaques profitèrent de l'indécision de l'ONU pour se saisir d'un territoire et terroriser la population civile.<sup>67</sup> La chute de la zone de sécurité et de protection des musulmans à Srebrenica, l'utilisation d'otages de l'ONU pour dissuader l'OTAN de mener des représailles et le risque d'un retrait de l'ONU hors de la Bosnie incitèrent les États-Unis à mener une campagne aérienne accrue contre les Serbes bosniaques entre août et décembre 1995.<sup>68</sup> Un approvisionnement clandestin des musulmans bosniaques et des frappes aériennes synchronisées stratégiquement avec les offensives terrestres menées par les musulmans et Croates de Bosnie changèrent l'équilibre territorial de la région. Les pertes de territoire et la perspective d'une élimination des sanctions obligèrent Milosevic à négocier les termes de la fin du conflit.<sup>69</sup> L'inculpation de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic pour crimes de guerre permit également à un émissaire américain d'isoler les « empêcheurs de tourner en rond » serbes bosniaques des pourparlers de cessez-le-feu, ce qui aida les Américains à négocier et à appliquer les accords de paix de Dayton.<sup>70</sup>

Une hypothèse clé qui émerge des opérations *Deny Flight* et *Deliberate Force* est que des frappes aériennes à point nommé et l'inculpation des criminels de guerre peuvent faciliter les négociations et l'élaboration d'un accord de cessez-le-feu viable. Deux différences avec le conflit du Darfour rendent cette généralisation improbable si les États-Unis utilisent une stratégie comparable contre le gouvernement soudanais. La première est que les Darfouriens désirent des garanties de sécurité et une part accrue de la richesse nationale, pas un affranchissement de la tutelle du Soudan. La deuxième est que quiconque exerce une coercition doit prendre en compte le conflit connexe et potentiellement plus déstabilisateur

entre le Nord et le Sud dans toute stratégie de paix au Darfour.

**Différences d'objectifs.** L'objectif des parties au conflit bosniaque était l'indépendance. Le 1<sup>er</sup> mars 1992, une majorité parlementaire composée des délégués musulmans et croates suivit l'exemple de la Slovénie et de la Croatie et vota en faveur de l'affranchissement de la tutelle yougoslave. Les Serbes bosniaques rejetèrent le référendum et, redoutant leur assujettissement aux musulmans et Croates de Bosnie, mirent à exécution leur plan d'urgence d'autodétermination et firent sécession.<sup>71</sup> L'expansion des frontières régionales et le contrôle du territoire devinrent l'objectif principal des trois groupes de belligérants. Les États-Unis et leurs alliés réussirent à contraindre les Serbes bosniaques à accepter les termes des accords de Dayton parce que les offensives aériennes et terrestres combinées les empêchèrent d'atteindre leur objectif. Les effets des sanctions économiques et des inculpations par la Cour pénale internationale isolèrent également les Serbes bosniaques de leur principale source de puissance militaire, la Serbie, et obligèrent Milosevic à exercer une coercition tierce.<sup>72</sup> Les objectifs d'indépendance et de contrôle du territoire représentaient des aspects importants de la dynamique de la coercition dans la guerre de Bosnie.

L'objectif des Darfouriens n'est pas l'indépendance mais la protection physique, l'accès politique et une part accrue de la richesse nationale. La rébellion est une réaction à la négligence manifestée par le gouvernement soudanais, qui ne protégea pas les Darfouriens des violences exercées par les tribus arabes même avant qu'il n'apporte son soutien tacite aux *djandjaws*.<sup>73</sup> Cette négligence et l'« hégémonie exercée par les élites du nord et du centre pour maintenir la marginalisation du Darfour et des autres régions périphériques » forment la base des griefs des Darfouriens.<sup>74</sup> Le Darfour, enclavé et surpeuplé, n'a que peu de ressources naturelles et ne peut survivre en tant que pays indépendant sans une aide considérable. Certains soutiennent que la région est plus pauvre aujourd'hui qu'elle l'était à la fin du dix-neuvième siècle après des années de sécheresse et de surpâturage.<sup>75</sup> Les

Arabes qui gouvernent dans le Soudan Nord ne sont pas favorables à un Darfour indépendant parce qu'ils ont besoin de la population en majorité musulmane du nord pour faire équilibre à la population chrétienne du sud. La communauté internationale craint un Darfour indépendant à cause de l'énormité de l'aide et du parrainage qui seraient nécessaires pour soutenir la région. L'indépendance ne représente pas une option viable pour les principaux participants au conflit du Darfour. La survie à long terme des Darfouriens dépend en fin de compte de la coopération et du soutien du gouvernement soudanais. C'est la raison pour laquelle il est difficile de faire pression sur le régime au pouvoir.

Si les États-Unis essaient d'employer la puissance aérienne pour faire pression sur le régime d'el-Béchar, l'inculpation imminente du président soudanais pour crimes de guerre pose également un problème.<sup>76</sup> Le mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale constituée pour le président du Soudan une incitation à consolider son pouvoir et à résister aux demandes qui menacent en quoi que ce soit la stabilité de son régime. Depuis son inculpation par la Cour, el-Béchar a expulsé 13 organisations d'assistance qu'il accuse d'encourager les poursuites internationales contre lui.<sup>77</sup> Le chef du service de renseignement du Soudan réclama récemment l'« amputation des mains et l'égorgeement » des Soudanais qui soutiennent les accusations.<sup>78</sup> Une perte de contrôle par el-Béchar ou son appréhension par une opération de l'ONU pourrait déboucher sur des poursuites et une humiliation à La Haye. L'objectif d'el-Béchar est de rester au pouvoir et la source de son pouvoir et de son influence – le pétrole – n'est pas vulnérable à la puissance aérienne.<sup>79</sup> Dans le cas du Darfour, l'inculpation au pénal par la CPI est en contradiction avec les stratégies de coercition qui cherchent à obtenir des concessions de la part d'el-Béchar et de son gouvernement.

Différences de priorités. Les aspects régionaux constituaient sans doute des facteurs importants lors des négociations visant à mettre fin à la guerre de Bosnie mais une résolution de ce conflit restait prioritaire pour les

États-Unis et la communauté internationale. Richard Holbrooke, le principal négociateur américain à Dayton, compatissait envers la détresse des Albanais du Kosovo mais pensait qu'il serait plus difficile d'arriver à un accord de paix si le sujet était évoqué.<sup>80</sup> Il est vrai que l'offensive croate menée en 1995 à Krajina joua un grand rôle dans la stratégie employée par l'Amérique pour mettre fin au conflit de Bosnie. Ses conquêtes territoriales « renforcèrent la Croatie dans sa position de contrepoids stratégique à la Serbie » et aidèrent l'OTAN à « forger une alliance entre Croates et musulmans agissant comme contrepoids militaire aux Serbes bosniaques » mais les États-Unis dirigèrent leurs efforts de coercition vers la Serbie pour arriver à une résolution du conflit de Bosnie, pas des conflits satellites de Croatie ou du Kosovo.<sup>81</sup>

En revanche, le conflit du Darfour a été historiquement subordonné à la guerre civile au Soudan. En 2004, en dépit de la violence et des atrocités au Darfour, la politique des négociateurs américains, britanniques et norvégiens était de continuer à travailler sur l'accord de paix global entre le Nord et le Soudan Sud sans résoudre la crise du Darfour.<sup>82</sup> L'accord de 2005 établit un « système confédéral » composé de deux gouvernements régionaux : un au Soudan Nord dominé par le Parti du congrès national d'el-Béchar et un gouvernement semi autonome au Soudan Sud contrôlé par le Mouvement populaire de libération du Soudan.<sup>83</sup> L'accord contient un calendrier pour des élections multipartites en 2009 et un référendum sur l'indépendance du Sud en 2011.<sup>84</sup> L'accord impose en outre une répartition égale des revenus du pétrole entre le Nord et le Sud, qui contrôle la plus grande partie du territoire producteur de pétrole. L'année dernière, des accrochages le long de la frontière et la suspension du paiement des revenus du pétrole faillirent déclencher une guerre totale mais ceux qui surent garder la tête froide l'emportèrent.<sup>85</sup> Une rupture de l'équilibre militaire entre le Nord et le Sud par une intervention au Darfour pourrait conduire à une guerre civile élargie plus meurtrière ayant des répercussions humanitaires encore plus graves. Un aspect peut-être plus

instructif du conflit de Bosnie est la façon dont le processus de paix de Dayton et l'abandon ressenti par les Albanais du Kosovo conduisirent à la violence au Kosovo et à l'opération *Allied Force*.<sup>86</sup> L'application de solutions militaires à la crise du Darfour risque de rallumer la guerre civile entre le Nord et le Sud.

#### *Opération Allied Force*

La troisième et dernière analogie examinée pour la crise du Darfour est l'opération *Allied Force*, qui est pour beaucoup l'une des campagnes aériennes les plus réussies de l'histoire. En réaction à la violente persécution des Albanais du Kosovo, l'OTAN déclencha cette opération aérienne pour contraindre Milosevic à accepter les termes sur lesquels aucun accord n'avait pu se faire lors des négociations de Rambouillet : « les Serbes dehors ; l'OTAN dedans ; les réfugiés chez eux ; un cessez-le-feu en place ; et un engagement à travailler pour un accord de paix. »<sup>87</sup> L'opération dura beaucoup plus longtemps que prévu et les aéronefs de l'OTAN furent incapables d'arrêter la campagne de nettoyage ethnique menée par les Serbes ; pourtant, après 78 jours de frappes aériennes, Milosevic s'inclina devant les exigences de l'OTAN. L'OTAN finit par l'emporter parce que les frappes aériennes firent la preuve d'une capacité à menacer la base politique du régime de Milosevic et que les Serbes se montrèrent incapables de faire payer un prix élevé aux États-Unis ou à ses alliés. Le conflit du Kosovo représente une analogie séduisante pour les partisans d'une intervention militaire au Darfour parce que les États-Unis conduisirent l'opération « pour faire face à une crise humanitaire moins grave » contre « un adversaire plus redoutable » et « pas un seul Américain ne périt au combat. »<sup>88</sup> L'hypothèse clé est qu'il est possible pour la puissance aérienne américaine d'arracher des concessions à un régime autoritaire pour un prix modeste et sans vigoureux engagement de forces terrestres. Deux différences importantes entre les crises du Kosovo et du Darfour rendent cette hypothèse erronée : le pouvoir du régime d'el-Béchar a sa source dans les

revenus de l'industrie pétrolière du Soudan, pas dans une économie industrialisée et l'intérêt international qu'attisent les réserves pétrolières du Soudan rendra difficile d'isoler le régime et de faire pression sur lui.

**Différences de base politique.** Lorsqu'ils sont soumis à des attaques aériennes et connaissent des difficultés économiques, les régimes dictatoriaux ont souvent recours aux médias ainsi qu'aux forces de police et de sécurité pour maintenir l'ordre. Les dirigeants serbes n'y firent pas exception lors de l'opération *Allied Force* et Milosevic utilisa la machine politique, les médias et les forces de sécurité serbes pour attiser le nationalisme serbe, éliminer les médias indépendants et mettre les dirigeants militaires mécontents en résidence surveillée.<sup>89</sup> Le moteur de la base politique et de l'influence de Milosevic était l'économie industrielle de la Serbie, qui était particulièrement vulnérable aux frappes aériennes systématiques d'une armée de l'air moderne.<sup>90</sup> Cette société économiquement avancée endura des années de sanctions économiques imposées à la suite de la guerre de Bosnie et les perspectives de reconstruction étaient médiocres à cause de l'isolement international. Après une réunion au sommet de l'OTAN tenue à Washington, à l'occasion de laquelle les dirigeants de l'organisation célébrèrent son 50<sup>e</sup> anniversaire et réaffirmèrent leur détermination à gagner la guerre du Kosovo, l'OTAN élargit sa stratégie de coercition et prit pour cible la base politique du régime de Milosevic.<sup>91</sup> A la fin d'avril 1999, les frappes aériennes avaient coupé l'économie de la Serbie en deux et, le 28 mai, 80 % des Serbes furent privés de courant à la suite de la destruction d'installations électriques dans les trois plus grandes villes de Serbie.<sup>92</sup> La volonté de l'OTAN d'escalader le conflit et de menacer sérieusement l'économie industrielle de la Serbie joua un rôle important dans la pression exercée sur Milosevic et le succès de l'opération *Allied Force*.

Le Parti du congrès national d'el-Béchar et les élites du nord ont également recours à une vaste organisation partisane, à une fonction publique politisée et à des centaines de milliers d'agents et d'indicateurs pour maintenir la sécurité et garder le pouvoir au Soudan.

Une bureaucratie de plus de deux millions de Soudanais contrôle les activités quotidiennes de l'État mais, contrairement à Milosevic en 1999, le régime d'el-Béchar dépense des milliards de dollars de revenus du pétrole pour prendre soin de l'élite de ses partisans et l'influencer.<sup>93</sup> Les cinq milliards de barils de réserves de pétrole confirmées du Soudan et des réserves potentielles encore bien plus vastes isolent également le pays des pressions économiques internationales.<sup>94</sup> En dépit de sévères sanctions unilatérales de la part des États-Unis, l'économie soudanaise connaît une croissance annuelle de presque 10 %.<sup>95</sup> Depuis 1998, el-Béchar a mis l'accent sur le développement de la richesse pétrolière du Soudan et sa vision a aidé le régime à atteindre son principal objectif, qui est de rester au pouvoir. Perché sur une fortune tout en faisant face à une inculpation au pénal à l'étranger et à des représailles dans le pays, le régime d'el-Béchar est « prêt à tuer n'importe qui, à accepter des pertes civiles massives et à violer toutes les normes internationales de droits de l'homme pour rester au pouvoir. »<sup>96</sup> Sauf si des frappes aériennes ont lieu en même temps qu'un embargo pétrolier soutenu par le reste de la communauté internationale, il s'avèrera extrêmement difficile de faire pression sur le gouvernement du Soudan dans la mesure où les frappes aériennes et les zones d'exclusion aérienne ne peuvent pas faire grand-chose pour menacer la ressource naturelle la plus précieuse du Soudan.

**Différences d'isolement politique.** En plus de la vulnérabilité économique, l'isolement diplomatique empêcha Milosevic et son régime d'exécuter une stratégie efficace de contre-coercition contre l'OTAN lors de l'opération *Allied Force*. En dépit de la dislocation de la Yougoslavie, de la guerre de Bosnie et de plusieurs années de sanctions économiques, il est probable que Milosevic espérait que les difficultés de la Serbie susciteraient la sympathie de la Russie, un autre pays slave et orthodoxe. A la grande consternation de Milosevic, le président russe Boris Eltsine ne lui apporta jamais plus qu'un soutien verbal lors de la guerre du Kosovo pour plusieurs raisons. Eltsine et les autres responsables russes n'éprou-

vaient aucune sympathie personnelle pour Milosevic. Ils étaient fatigués des promesses qu'il faisait sans pouvoir les tenir et ne lui pardonnèrent jamais son soutien au coup d'état de 1991 contre Eltsine et le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev.<sup>97</sup> La réputation et l'économie de la Russie étaient en outre trop affaiblies pour qu'elle risque une confrontation coûteuse avec l'Occident ou fournisse à la Serbie des missiles antiaériens évolués pour « massacrer » les aéronefs de l'OTAN.<sup>98</sup> Eltsine et Milosevic s'attendaient tous les deux à voir apparaître des fissures dans la coalition de l'OTAN si la guerre devait s'éterniser mais la détermination de l'OTAN se renforça en même temps que se tenaient des pourparlers concernant l'élargissement de l'organisation. Trois semaines après le début de la guerre aérienne, Eltsine chargea Victor Tchernomyrdine, un ancien premier ministre entretenant des relations étroites avec les États-Unis, de négocier la fin de la guerre. Tchernomyrdine ne portait pas Milosevic dans son cœur et, après avoir négocié un plan de paix avec le Groupe des Sept, il se rendit à Belgrade et déclara froidement à Milosevic qu'il devait accepter la proposition sous peine d'une escalade des frappes aériennes.<sup>99</sup> La puissance croissante de l'OTAN et sa capacité d'attaquer la Serbie avec impunité obligèrent le seul allié de Milosevic à exercer une coercition tierce pour le compte de l'OTAN. L'abandon de la Serbie par la Russie et son isolement du reste de la communauté internationale jouèrent un rôle crucial dans l'acceptation par Milosevic des exigences du Groupe des Sept.

El-Béchéir a des liens plus solides avec la communauté internationale, à cause principalement de l'importance des investissements étrangers dans le secteur pétrolier du Soudan et des milliards de dollars que pourraient représenter d'autres programmes de développement. En dépit de l'ampleur des sanctions économiques appliquées par les États-Unis, de nombreux pays investissent au Soudan, y compris des pays arabes et plusieurs alliés de l'Amérique. La France, la Jordanie, les Pays-Bas, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, la Suède, les Émirats Arabes Unis et le Royaume Uni ont tous des participations dans les blocs

d'exploration pétrolière du Soudan.<sup>100</sup> L'Inde et la Malaisie ont également largement investi dans le pays mais le partenaire politique et diplomatique le plus puissant du Soudan est la Chine.

En 1959, le Soudan fut le quatrième pays africain à reconnaître la République Populaire de Chine. Les deux pays ont entretenu de bonnes relations depuis lors et, en 1994, el-Béchéir invita des entreprises chinoises à développer le secteur pétrolier naissant du Soudan.<sup>101</sup> La Chine accepta l'offre et maintint avec le Soudan des relations avantageuses pour les deux pays. La Chine utilisa le Soudan comme tête de pont pour investir dans le reste de l'Afrique. Le Soudan développa rapidement son industrie pétrolière et utilisa ses bénéfices pour renforcer la sécurité et se procurer des armes. Les huit milliards de dollars investis par la Chine dans un oléoduc, des raffineries et l'infrastructure de base représentent une incitation substantielle à soutenir un gouvernement soudanais fort et stable. La Chine se sert de sa position au Conseil de sécurité de l'ONU pour affaiblir les initiatives qui pourraient nuire à l'autorité du régime d'el-Béchéir et pour rester fidèle à sa philosophie de non ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains.<sup>102</sup>

Les disparités entre la rhétorique et l'application des résolutions de l'ONU après les atrocités du Darfour illustrent la difficulté de l'utilisation des sanctions économiques et de l'isolement politique comme instruments d'érosion de la base politique d'el-Béchéir. La première résolution de l'ONU consacrée spécialement au Darfour est la résolution 1556 (30 juillet 2004), qui exigeait du gouvernement qu'il désarme les *djandjaws* dans un délai de 30 jours. Le seul mécanisme d'application prévu dans la résolution était l'imposition d'un embargo sur les livraisons d'armes à la région du Darfour, pas au Soudan lui-même. Peu de choses changèrent en mars 2005 lorsque le Conseil de sécurité adopta la résolution 1591, qui imposait des interdictions de voyager à quatre protagonistes des deux camps du conflit mais sans condamner le gouvernement soudanais ou son industrie pétrolière, ni étendre les sanctions à ceux-ci.<sup>103</sup> La Chine, la

Russie et la Ligue arabe s'opposèrent aux sanctions plus sévères proposées par l'Amérique par intérêt économique et scepticisme quant aux arguments humanitaires que pourraient utiliser les États-Unis et d'autres pays pour empiéter sur leur souveraineté nationale.<sup>104</sup> Si la sécurité et la situation humanitaire ne changent pas radicalement au Soudan, il sera difficile aux États-Unis d'appliquer des mesures coercitives efficaces contre le régime d'el-Béchar dans la mesure où, en particulier, la communauté internationale s'était refusée à condamner le gouvernement soudanais immédiatement après que les atrocités au Darfour eurent atteint leur paroxysme.

### Implications politiques pour le Darfour

Les opérations *Provide Comfort*, *Deny Flight* et *Allied Force* sont aux yeux des partisans d'une intervention humanitaire au Darfour des analogies séduisantes parce que ces campagnes se caractérisèrent par les souffrances endurées par les réfugiés et la coercition exercée avec succès sur un dictateur malveillant au moyen principalement de la puissance aérienne. L'utilisation de ces opérations comme outils analytiques devant permettre de déterminer l'initiative politique exigée par une réponse humanitaire à la situation au Darfour est toutefois imprudente. La grande diversité des acteurs, les intérêts concurrents, la priorité relativement basse de la crise du Darfour et le paysage géopolitique défavorable rendent difficile l'arrivée au consensus international nécessaire pour conférer la légitimité à une intervention militaire. Plusieurs pays influents, y compris la Chine, investissent sur une grande échelle dans l'industrie pétrolière du Soudan et préfèrent un gouvernement soudanais suffisamment fort et stable pour garantir un rendement raisonnable de leurs investissements. Il sera beaucoup plus difficile en 2009 de forcer la puissante Chine à tourner le dos à la porte qui s'ouvre pour elle sur le continent africain qu'il l'avait été en 1999 de convaincre une Russie relativement affaiblie d'abandonner Milosevic. L'hypocrisie de l'intervention

des États-Unis en Irak et du surengagement qui s'ensuivit au Moyen Orient conduit également des puissances de moindre stature et la Ligue arabe à s'opposer à l'activisme international et au recours abusif à la « responsabilité de protection » pour justifier des interventions.<sup>105</sup> D'autres encore sont opposés à l'application de solutions militaires à la crise du Darfour parce qu'elles pourraient nuire au processus de paix Nord-Sud et menacer les opérations d'aide humanitaire. A cause des conditions intrinsèques et extrinsèques du conflit du Darfour, les États-Unis devront employer un capital politique considérable, largement supérieur à celui des années 90, pour obtenir l'approbation par l'ONU, ou même l'OTAN, d'une intervention humanitaire employant des forces armées.

Les États-Unis pourraient théoriquement agir unilatéralement en espérant qu'une bonne partie de la communauté internationale ou que l'ONU donnerait sa bénédiction rétroactive à l'opération, comme ce fut le cas au Kosovo. Peut-être le président Obama et sa secrétaire d'État croient-ils qu'une vraie zone d'exclusion aérienne, à l'exclusion de toute autre mesure, est suffisamment inoffensive pour résister aux critiques internationales tout en étant suffisamment impressionnante pour empêcher le gouvernement soudanais et ses clients de terroriser les villages du Darfour ?<sup>106</sup> Une démonstration de faible ampleur de la puissance aérienne américaine obligea les forces de sécurité irakiennes à évacuer Zakho, au Kurdistan ; pourquoi une démonstration comparable ne réussirait-elle pas contre les *djandjawhids* au Darfour ?<sup>107</sup> Le problème qui se pose au Darfour est qu'une zone d'exclusion aérienne ne donnerait aux *djandjawhids* aucune raison impérieuse d'évacuer la région. Les avantages offensifs procurés par l'éjection de fûts explosifs de 50 gallons par l'arrière d'un avion cargo sont relativement mineurs, même contre des villages sans défense. Il est facile aux tribus arabes locales, à la milice et aux rebelles tchadiens qui forment les *djandjawhids* de rester où ils sont, survolés ou non par des aéronefs américains. Leur seule alternative consiste à devenir des réfugiés eux-mêmes. Une zone d'exclusion aérienne n'est

pas assez impressionnante pour convaincre les gens de quitter ce qu'ils considèrent comme leur territoire d'origine.

Peut-être la « zone d'exclusion aérienne » préconisée par le président Obama va-t-elle plus loin. Peut-être a-t-il l'intention de suivre les conseils de l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies et d'éparpiller des frappes aériennes sur Khartoum et les bases aériennes pour obliger le régime d'el-Béchar à mettre au pas les *djandjawahids* déstabilisateurs.<sup>108</sup> Le problème est de savoir qui se chargera de la mise au pas. Le régime s'assura en 2003 le concours des *djandjawahids* pour mener sa campagne de contre-insurrection parce qu'il ne disposait pas des forces armées qui lui auraient permis de le faire lui-même. Il n'y a aucune raison de croire que c'est aujourd'hui le cas. Peut-être les partisans de frappes aériennes sur une grande échelle croient-ils que la dévastation pourrait être suffisamment coûteuse pour forcer el-Béchar à faire un peu plus d'efforts. Si c'est le cas, leurs espoirs ne sont pas fondés. Les vastes réserves pétrolières du Soudan sont en parfaite sécurité sous terre et des opérations aériennes visant les *djandjawahids*, quand il est possible de les localiser, ne feront pas grand-chose pour menacer le régime. En outre, l'inculpation d'el-Béchar pour crimes contre l'humanité et les ouvertures visant un « changement de régime » ne font rien pour convaincre le président que le prix d'une capitulation est acceptable, quelle que soit la dévastation causée par les attaques aériennes. S'ils ne sont pas prêts à déposer el-Béchar par la force brute en employant des forces terrestres amies ou des rebelles clients, les États-Unis devront offrir au président une alternative crédible à une reddition pour qu'une campagne aérienne réussisse.<sup>109</sup>

En plus des perspectives limitées de succès, les coûts associés à l'emploi d'une puissance aérienne coercitive au Darfour pourraient être énormes. Les Soudanais exécuteront des contre-stratégies pour neutraliser les menaces et créer des problèmes pour les États-Unis et les forces adverses.<sup>110</sup> La présence de milliers d'humanitaires, les deux millions de personnes déplacées, une paix précaire avec le Soudan Sud et les liens économiques variés avec la

Chine fournissent au Soudan d'excellentes armes de dissuasion. Si la dissuasion échoue, le régime dispose de nombreux moyens de créer un désordre indescriptible et de menacer l'efficacité de l'intervention ainsi que le soutien dont elle bénéficie dans l'opinion publique nationale. La récente expulsion d'organismes de secours qui apportent 40 % de l'aide au Darfour et l'absence de réaction de la part des Nations Unies constituent un bon exemple.<sup>111</sup> Le désir de recyclage des stratégies de puissance aérienne au Darfour et l'exécution de contre-stratégies par le régime d'el-Béchar pourraient entraîner une pagaille complète au Soudan et mettre le gouvernement Obama dans la position peu enviable de devoir expliquer à l'opinion publique américaine comment quelques bonnes intentions conduisirent à une catastrophe.<sup>112</sup>

Au lieu de risquer une escalade et un désastre pour résoudre des injustices passées, la stratégie de l'Amérique au Soudan devrait mettre l'accent sur l'avenir. Conformément à l'accord de paix global de 2005, le Soudan conduira des élections multipartites en 2009 et un référendum en 2011 pour déterminer si oui ou non le Soudan Sud fera sécession. Si le Soudan Sud se sépare du reste du pays, comme il le fera très vraisemblablement, le Soudan Nord perdra 80 % de ses réserves pétrolières confirmées, ce qui représente une menace beaucoup plus crédible pour el-Béchar que des frappes aériennes.<sup>113</sup> Entraver le vote du Soudan Sud pour l'indépendance, en contester les résultats ou suspendre le paiement des revenus pétroliers équivaldrait à une déclaration de guerre et le carnage qui s'ensuivrait pourrait éclipser celui du conflit du Darfour. Les États-Unis doivent donner des encouragements positifs et des assurances que les élections de 2009 et de 2011 sont dans l'intérêt bien compris du gouvernement soudanais. Permettre à la Chine de faire voter une résolution du Conseil de sécurité suspendant l'inculpation d'el-Béchar est un bon point de départ. L'inculpation est contre-productive et ne fait pas grand chose pour dissuader les parties au conflit de mener les opérations qu'elles estiment nécessaires à leur survie.<sup>114</sup> Les États-Unis pourraient également compenser les

	Résumé du conflit	Hypothèses clés	Similarités à une intervention militaire au Darfour	Différences par rapport au conflit du Darfour
<b>Opération Provide Comfort (Irak)</b>	Une vaste coalition d'États défendirent les réfugiés Kurdes contre les forces irakiennes et facilitèrent leur retour en sécurité au Kurdistan.	Une opération comparable pourrait aider les réfugiés Darfouriens du Tchad.	Les coalitions internationales firent face à des gouvernements incompetents qui utilisaient les identités raciales ou ethniques pour diviser, contrôler et opprimer leurs populations.	Le retour des réfugiés Darfouriens ne représente pas un intérêt vital des États-Unis ni de ses alliés.  La communauté internationale n'a pas fait la preuve du désir ni de la capacité d'appliquer la force efficacement au Soudan.
<b>Opération Deny Flight (Bosnia)</b>	Des sanctions économiques, mesures juridiques, inculpations et frappes aériennes synchronisées stratégiquement avec les offensives des forces terrestres musulmanes et croates forcèrent Milosevic à négocier avec l'OTAN.	Des frappes aériennes à point nommé et des inculpations pourraient faciliter les négociations de cessez-le-feu au Darfour.	Des intérêts stratégiques limités, des objectifs contradictoires des membres des coalitions et des acteurs non étatiques insaisissables posaient des difficultés considérables de coercition des gouvernements visés.	L'objectif des Darfouriens n'est pas l'indépendance mais leur protection physique, l'accès politique et une plus grande part de la richesse nationale.  Les inquiétudes relatives au Darfour sont subordonnées à la résolution de la guerre civile entre Nord et Sud.
<b>Opération Allied Force (Kosovo)</b>	Sans subir de pertes au combat, une massive opération aérienne força Milosevic à replier les forces serbes hors du Kosovo.	La puissance aérienne peut arracher des concessions pour un prix modeste et sans engagement de puissantes forces terrestres	Les coalitions utilisaient deux mécanismes de coercition : interdiction et érosion de la base politique.  Les coalitions utilisèrent trois instruments de coercition : puissance aérienne, sanctions économiques et isolement politique.	Le Soudan ne possède pas une économie industrielle moderne sensible aux frappes aériennes.  Le Soudan n'est pas aussi isolé politiquement en 2009 que la Serbie l'était dans les années 90.

**Figure 2. Similarités et différences entre le Darfour et des opérations humanitaires analogues.**

perdes de revenu que ne manquera pas d'occasionner la sécession du Soudan Sud en levant les sanctions, en donnant au Soudan accès à la technologie américaine de raffinage du pétrole et en facilitant l'exploitation par le Soudan des ressources pétrolières de la Mer rouge.<sup>115</sup> Petit à petit, l'offre d'incitations positives à appliquer l'accord global de paix et le retrait du Soudan de la liste des états parrains du terrorisme établie par l'Amérique feront plus pour réduire les atrocités au Darfour que n'importe quelle zone d'exclusion aérienne.

## Conclusion

La communauté internationale se doit de ne jamais oublier les événements tragiques du Darfour mais il convient que le gouvernement Obama ne laisse pas les atrocités passées ni les analogies historiques irréfutables obscurcir son jugement quant à l'efficacité de la coercition employant la puissance aérienne au Soudan. Les opérations *Provide Comfort*, *Deliberate Force* et *Allied Force* réussirent brillamment à obliger Saddam et Milosevic à s'incliner devant la pression exercée par la puissance aérienne américaine mais les conditions intrinsèques et extrinsèques des conflits en question furent d'une importance vitale pour le succès de ces opérations. Le déclin de la Russie et l'élargissement de l'OTAN offrirent aux États-Unis et à leurs alliés des conditions favorables pour faire pression sur Saddam, Milosevic et leurs partisans. Aujourd'hui, l'alliée politique du Soudan, la Chine, est en plein essor, alors que les forces armées américaines ont fort à faire avec l'occupation de l'Irak et celle de l'Afgha-

nistan. En dépit des proclamations du président Obama pendant la campagne électorale et de la nomination du général de division en retraite J. Scott Gration comme envoyé spécial au Soudan, le gouvernement s'apercevait qu'il lui sera très difficile de générer la dynamique et le consensus politiques nécessaires à une intervention militaire légitime.<sup>116</sup>

Consensus international à part, il est douteux qu'une zone d'exclusion aérienne ou des frappes aériennes puissent reproduire au Darfour les succès enregistrés dans le nord de l'Irak et en Serbie. La source du pouvoir et de l'influence d'el-Béchar et de son vaste appareil d'État est le pétrole, une ressource souterraine capable de résister à long terme aux effets de la puissance aérienne. Lorsqu'il est menacé, el-Béchar peut se servir de l'ébauche de paix dans la guerre civile du Soudan, des prochaines élections et des deux millions de personnes déplacées dans leur propre pays comme armes de dissuasion. Une intervention militaire américaine et l'échec de cette dissuasion pourraient déclencher une autre guerre civile et, pour citer un diplomate africain, « Si le Nord et le Sud reprennent le chemin de la guerre, cela ouvrira les portes de l'enfer. »<sup>117</sup> Il va sans dire que ce n'est pas l'objectif de la puissance aérienne en termes d'imposition de la paix et les États-Unis n'ont ni l'envie ni la capacité de pratiquer une politique de la corde raide avec el-Béchar. Les États-Unis doivent donner à el-Béchar des assurances tangibles qu'une coopération avec la communauté internationale conduira à sa survie, un engagement que la puissance aérienne américaine ne peut prendre. □

## Notes

1. US Government Accountability Office (GAO), "Darfur Crisis: Death Estimates Demonstrate Severity of Crisis, but Their Accuracy and Credibility Could Be Enhanced," (Washington, DC: GAO, novembre 2006), [www.gao.gov/new.items/d0724.pdf](http://www.gao.gov/new.items/d0724.pdf), 8, 17.

2. Bureau for Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance (BDHA), *Sudan—Complex Emergency, Situation Report 8* (Washington, DC: US Agency for International Development, 27 janvier 2006).

3. Katherine J. Almquist, *The Continuing Crisis in Darfur, Testimony before Senate Committee on Foreign Relations*, 23 avril 2008.

4. Human Rights Watch et Leslie Lefkow, *Darfur in Flames: Atrocities in Western Sudan* (New York: Human Rights Watch, 2004), 17; Human Rights Watch, *Darfur Destroyed: Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan* (New York: Human Rights Watch, 2004), 24.

5. Jim Wallis, "Truth and Consequence," *Sojourners Magazine* 36, n° 8 (2007); Alex de Waal, "The Humanitarian Carnival: A Celebrity Vogue," *World Affairs* 171, n° 2 (2008).

6. de Waal, "Humanitarian Carnival," 5; Nations Unies, "If Given Adequate Support, Robust Deployment of African

Union–United Nations Hybrid Force Could Contribute to Security in Darfur, Security Council Told,” *US Fed News Service, Including US State News* (2008).

7. Straus Scott “Darfur and the Genocide Debate,” *Foreign Affairs* 84, n° 1 (2005) ; Robert G. Kaiser, “Iraq Aside, Nominees Have Like Views on Use of Force,” *Washington Post*, 27 octobre 2008, A-4.

8. Susan E. Rice, Anthony Lake et Donald M. Payne “We Saved Europeans. Why Not Africans?” *Washington Post*, 2 octobre 2006, A-19.

9. Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics* (Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1976), 266.

10. Gérard Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 3e éd. (Ithaca, New York: Cornell University Press, 2008), 96.

11. Ali Hagggar, “The Origins and Organization of the Janjawid in Darfur,” in *War in Darfur and the Search for Peace*, sous la direction d’Alex de Waal (Cambridge, Massachusetts: Global Equity Initiative; Justice Africa, 2007), 70.

12. Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 97.

13. Alex de Waal, “Darfur and the Failure of the Responsibility to Protect,” *International Affairs* 83, n° 6 (2007): 1040.

14. Alex de Waal, “Darfur: Make or Break for the African Union,” *Africa Analysis*, n° 453 (2004).

15. Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 100.

16. BDHA, *Sudan—Complex Emergency*.

17. James Kurth, “Legal Ideals Versus Military Realities,” *Orbis* 50, n° 1 (2006) : 87 ; Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 8 ; de Waal, “Darfur and the Failure ...”, 1043.

18. de Waal, “Darfur and the Failure ...” 1043.

19. Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 1.

20. A la suite de l’expulsion par le gouvernement soudanais de 13 organismes de secours humanitaires de la région, la secrétaire d’État Hillary Rodham Clinton déclara « Il s’agit d’une situation épouvantable qui va causer d’indicibles souffrances pour le peuple du Darfour, en particulier dans les camps de réfugiés. La vraie question est de savoir quel genre de pression peut être exercé sur le président el-Béchar et le gouvernement de Khartoum pour leur faire comprendre qu’ils seront tenus pour responsables de la mort de chaque victime de ces camps » ; Peter Baker, “Adding Pressure to Sudan, Obama Will Tap Retired General as Special Envoy,” *New York Times*, 18 mars 2009 ; Rice, Lake et Payne, “We Saved Europeans.”

21. Dans *Analogies at War*, Yuen Foong Khong examine la façon dont les responsables politiques ont recours à des analogies pour classer, interpréter et simplifier les options de politique et soutient que la psychologie du raisonnement analytique rend difficile mais pas impossible d’utiliser des analogies à bon escient en politique étrangère. Khong conclut que les responsables politiques continuent souvent à tirer des enseignements analogiques incorrects en dépit de la preuve du contraire parce qu’ils sont incapables d’ignorer les « énormes similarités ». Yuen Foong Khong, *Analogies at War: Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965* (Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1992), 13, 257.

22. Richard Neustadt et Ernest May proposent une technique de « mini-méthodes » pour distinguer l’« avéré »

de l’« obscur » et du « présumé » lorsque les problèmes contemporains obligent les responsables politiques à utiliser des analogies floues pour faciliter l’analyse et recommander une action. Cette étude applique leur technique à l’analyse des similarités et des différences entre des exemples récents de mise en vigueur d’une zone d’exclusion aérienne et la crise du Darfour. Richard E. Neustadt et Ernest R. May, *Thinking in Time: The Uses of History for Decision-Makers* (New York; Londres: Free Press; Collier Macmillan, 1986), 33, 273.

23. Daniel Byman et Stephen Van Evera, “Why They Fight: Hypotheses on the Causes of Contemporary Deadly Conflict,” *Security Studies* 7, n° 3 (1998): 4.

24. Directive décisionnelle présidentielle 56 (livre blanc), *The Clinton Administration’s Policy on Managing Complex Contingency Operations* (Washington, DC : la Maison Blanche, 1997).

25. Ibid.

26. Daniel Byman et Matthew C. Waxman, *The Dynamics of Coercion: American Foreign Policy and the Limits of Military Might*, RAND Studies in Policy Analysis (New York: Cambridge University Press, 2002), 1. Le chapitre 7 analyse les difficultés de l’exercice de la force militaire dans les interventions humanitaires.

27. Prunier, *Darfur: A 21st Century Genocide*, 184.

28. Benjamin Miller, “The Logic of US Military Interventions in the Post-Cold-War Era,” *Contemporary Security Policy* 19, n° 3 (1998): 73.

29. Patrick Paterson, “Darfur and Peacekeeping Operations in Africa,” *Military Review* 88, n° 4 (2008) : 18; “Xinhua: Chinese Follow-up Engineering Troop Arrives in Darfur,” *World News Connection*, 18 juillet 2008.

30. John Mueller, “The Banality of ‘Ethnic War’,” *International Security* 25, n° 1 (2000) : 42–43.

31. Hagggar, “Origins and Organization of the Janjawid,” 113–14.

32. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 48. Le chapitre 3 décrit les cinq formes les plus courantes de mécanismes de coercition.

33. Robert Anthony Pape, *Bombing to Win: Air Power and Coercion in War*, Cornell Studies in Security Affairs (Ithaca, New York: Cornell University Press, 1996), 69.

34. George D. Kramlinger, *Sustained Coercive Air Presence: Provide Comfort, Deny Flight, and the Future of Airpower in Peace Enforcement*, thèse soutenue à School of Advanced Air and Space Studies – SAASS (Maxwell AFB, Alabama: Air University Press, 2001), 40–41.

35. Opheera McDoom, “Sudan Bombs Darfur School and Market, 13 Killed,” Reuters, 5 mai 2008.

36. UNSCR 1591, 29 mars 2005.

37. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 59.

38. Kramlinger, *Sustained Coercive Air Presence*, 25.

39. Benjamin S. Lambeth et autres, *NATO’s Air War for Kosovo: A Strategic and Operational Assessment* (Santa Monica, Californie : RAND, 2001), 70–71 ; Daniel L. Byman et Matthew C. Waxman, “Kosovo and the Great Air Power Debate,” *International Security* 24, n° 4 (2000) : 19.

40. Rice, Lake et Payne, “We Saved Europeans.”

41. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 88. Le chapitre 4 décrit les forces et les faiblesses des instruments de coercition.

42. Eliot A. Cohen "The Mystique of U.S. Air Power," *Foreign Affairs* 73, n° 1 (1994) : 109.
43. Rice, Lake et Payne, "We Saved Europeans."
44. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 62.
45. Kenneth A. Rodman, "Darfur and the Limits of Legal Deterrence," *Human Rights Quarterly* 30, n° 3 (2008), 538.
46. UNSCR 1556, 30 juillet 2004, et UNSCR 1591.
47. UNSCR 1672, 25 avril 2006.
48. Il s'agit du premier mandat d'arrêt lancé par la Cour contre un chef d'état en place. Marlise Simons et Neil MacFarquhar, "Warrant Issued for Sudanese Leader over Darfur War Crimes," *New York Times*, 18 mars 2009.
49. Khong, *Analogies at War*, 12.
50. Thomas George Weiss, *Military-Civilian Interactions: Intervening in Humanitarian Crises*, New Millennium Books in International Studies (Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield, 1999), 50.
51. *Ibid.*, 54.
52. Maureen Dowd, "Bush, Scorning Offer, Suggests Iraqis Topple Hussein," *New York Times*, 15 février 1991.
53. Kramlinger, *Sustained Coercive Air Presence*, 20.
54. Weiss, *Military-Civilian Interactions*, 53, 60.
55. Andrew S. Natsios, "Beyond Darfur," *Foreign Affairs* 87, n° 3 (2008) : 93.
56. Stephen J. Morrison, "Will Darfur Steal the Olympic Spotlight?" *Washington Quarterly* 31, n° 3 (2008).
57. BDHA, *Sudan—Complex Emergency*.
58. S. J. Laizer, *Martyrs, Traitors, and Patriots: Kurdistan after the Gulf War* (Atlantic Highlands, New Jersey : Zed Books, 1996), 25.
59. Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence: Border Warfare from 1953 to 1970*, Cornell Studies in Security Affairs (Ithaca: Cornell University Press, 1988), 14.
60. Weiss, *Military-Civilian Interactions*, 54.
61. Kramlinger, *Sustained Coercive Air Presence*, 22, 23.
62. Weiss, *Military-Civilian Interactions*, 56.
63. UNSCR 1547, 11 juin 2004; Paterson, "Darfur and Peacekeeping Operations in Africa," 17.
64. Service d'information des Nations Unies, "If Given Adequate Support, Robust Deployment of African Union—United Nations Hybrid Force Could Contribute to Security in Darfur, Security Council Told," communiqué de presse, 28 octobre 2008.
65. Paterson, "Darfur and Peacekeeping Operations in Africa," 18.
66. UNSCR 757, 30 mai 1992 ; UNSCR 781, 9 octobre 1992 ; UNSCR 816, 31 mars 1993.
67. Steven L. Burg et Paul Shoup, *The War in Bosnia-Herzegovina: Ethnic Conflict and International Intervention* (Armonk, New York: M. E. Sharpe, 1999), 129.
68. *Ibid.*, 325.
69. *Ibid.*, 327.
70. Rodman, "Darfur and the Limits of Legal Deterrence," 538.
71. Burg et Shoup, *War in Bosnia-Herzegovina*, 117, 3.
72. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 82.
73. Mohamed Baraka Mohamed Nurain "The Decline of Darfur," *Peace Review* 20, n° 2 (2008).
74. International Crisis Group, *Darfur Rising: Sudan's New Crisis*, Africa Report n° 76, 25 mars 2004, 19.
75. Prunier, *Darfur: 21st Century Genocide*, 3, 4, 167.
76. Rodman, "Darfur and the Limits of Legal Deterrence," 549.
77. Marlise Simons et Neil MacFarquhar, "Sudan's Leader Scolds the West and Assails Aid Groups," *New York Times*, 6 mars 2009.
78. Simons et MacFarquhar, "Warrant Issued for Sudanese Leader over Darfur War Crimes," *New York Times*, 5 mars 2009.
79. Natsios, "Beyond Darfur."
80. Tim Judah, *Kosovo: War and Revenge* (New Haven, Connecticut: Yale University Press, 2000), 124.
81. Burg et Shoup, *War in Bosnia-Herzegovina*, 327.
82. de Waal, "Darfur and the Failure ...", 1040.
83. Natsios, "Beyond Darfur," 83.
84. Accord global entre le gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan/Armée populaire de libération du Soudan, 26 mai 2004, 4, 8, 20, 24, 54.
85. Natsios, "Beyond Darfur," 81.
86. Judah, *Kosovo: War and Revenge*, 124–25.
87. "Interview: General Wesley Clark," *Jane's Defense Weekly* (1999) : 40.
88. Rice, Lake et Payne, "We Saved Europeans."
89. Byman et Waxman, "Kosovo and the Great Air Power Debate," 21.
90. Barry R. Posen, "The War for Kosovo: Serbia's Political-Military Strategy," *International Security* 24, n° 4 (2000) : 73.
91. Lambeth et autres, *NATO's Air War for Kosovo*, 38–39.
92. Steven Erlanger, "Production Cut in Half, Experts Say," *New York Times*, 30 avril 1999 ; Lambeth et autres, *NATO's Air War for Kosovo*, 42.
93. Natsios, "Beyond Darfur," 87.
94. Energy Information Administration, *Country Analysis Briefs: Sudan*, 2007.
95. "European Coalition on Oil in Sudan et autres," *Sudan's Oil Industry: Facts and Analysis*, avril 2008, [www.ecosonline.org/back/pdf\\_reports/2008/dossier%20final%20groot%20web.pdf](http://www.ecosonline.org/back/pdf_reports/2008/dossier%20final%20groot%20web.pdf), 8.
96. Natsios, "Beyond Darfur," 82.
97. Judah, *Kosovo : War and Revenge*, 272.
98. *Ibid.*
99. *Ibid.*, 278.
100. International Crisis Group, *China's Thirst for Oil*, Asia Report n° 153, 9 juin 2008, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=5478&l=1>, 24.
101. Daniel Large, "Sudan Issue Brief: Arms, Oil, and Darfur," in *Small Arms Survey* (Genève, Suisse : Human Security Baseline Assessment, 2007), 1.
102. International Crisis Group, *China's Thirst for Oil*, 21, 23.
103. Rodman, "Darfur and the Limits of Legal Deterrence," 547.
104. *Ibid.*, 543.
105. Alex J. Bellamy, "Responsibility to Protect or Trojan Horse? The Crisis in Darfur and Humanitarian Intervention after Iraq," *Ethics & International Affairs* 19, n° 2 (2005): 33.
106. Lors d'une comparaison devant la commission des Affaires étrangères du sénat en janvier, la secrétaire d'État Hillary Clinton déclara que le gouvernement Obama pourrait mettre en vigueur une zone d'exclusion aérienne au

Darfour . Mark Landler, "Clinton Pledges Tough Diplomacy and a Fast Start," *New York Times*, 14 janvier 2009.

107. Kramlinger, *Sustained Coercive Air Presence*, 22.

108. Rice, Lake et Payne, "We Saved Europeans."

109. Thomas C. Schelling, *Arms and Influence* (New Haven, Connecticut : Yale University Press, 1966), 74.

110. Byman et Waxman, *Dynamics of Coercion*, 194.

111. Neil MacFarquhar et Sharon Otterman, "U.N. Panel Deadlocks over Taking Any Action on Sudan," *New York Times*, 7 mars 2009.

112. Natsios, "Beyond Darfur," 88.

113. Ibid., 90.

114. Rodman, "Darfur and the Limits of Legal Deterrence," 529.

115. Natsios, "Beyond Darfur," 88.

116. Baker, "Adding Pressure to Sudan."

117. Natsios, "Beyond Darfur," 82.